

Sortir de l'euro et sortie de route

Jean-Marie Harribey

2 mai 2011

Les citoyens ou les militants qui liront le texte de Jacques Sapir « S'il faut sortir de l'euro », l'analyse que j'en faisais dans « Sortir de quoi ? » et, maintenant, la réponse de Jacques Sapir « Jean-Marie Harribey, entre Basile et les Bisounours »¹ ne manqueront pas d'être étonnés par le torrent de violence verbale, d'invectives, d'insultes, d'attaques personnelles, d'accusations de mensonge, de malhonnêteté, etc., qui se déverse en quelques pages de « réponse ». Se peut-il que son auteur soit à ce point peu sûr de la justesse de ses arguments pour que cette violence prenne le pas sur le raisonnement ? Dès le titre de cette « réponse » s'imposent l'arrogance, le mépris et l'esprit de domination. On se souvient que « Basile » est un maître de musique dans *Le Barbier de Séville* de Beaumarchais et qu'il est vertement renvoyé à sa place par un « Basile, allez vous coucher ! » C'est le sort auquel me réduit Jacques Sapir car on ne peut discuter de la politique ordonnée par le Maître.

Il sera facile à Jacques Sapir de tester son académisme et son respect des règles du débat intellectuel en soumettant pour publication une « réponse » de ce type à quelques revues de haut rang, auxquelles sa grande notoriété lui permettra d'avoir accès.

N'appartenant pas à la caste des mandarins qui peuvent se permettre de traîner dans la boue ceux qui osent questionner leur discours et étant hostile par principe à cette pratique, je m'en tiendrai strictement à des arguments contre des arguments et, lorsque ce sera nécessaire, à des arguments contre des arguties.

Je commencerai par le point par lequel je concluais mon décryptage des propositions de Jacques Sapir que j'intitulais « Sortir de quoi ? ». Au-delà de la pertinence des arguments économiques qu'il faut examiner un par un, l'essentiel est de cerner quels sont les projets normatifs, donc politiques, qui sont en amont des justifications d'ordre économique. À partir du constat d'une crise mondiale majeure dont l'actuelle Union européenne et la zone euro sont à la fois responsables et victimes parce qu'elles ont été aux avant-postes des politiques néolibérales, deux projets politiques radicalement différents s'esquissent : l'un vise à un repli de la politique sur la nation, comme si un capitalisme dans un seul pays était possible, l'autre essaie d'entrevoir comment pourrait se construire un espace de coopération et non de guerre économique. Ainsi, tous les arguments évoqués de part et d'autre doivent être en permanence rattachés aux choix normatifs préalables.

Je ne reprendrai pas ici la totalité de ce que j'exprimais dans « Sortir de quoi ? ». Le lecteur pourra s'y référer. Je n'examine que ceux des arguments sur lesquels s'acharne Jacques Sapir.

La dévaluation

« Assurément certaines dévaluations ne sont pas coopératives (mais pas toutes, en particulier dans le cas de dévaluations concertées). Mais l'essentiel du problème n'est pas là : devons-nous chercher à tout prix à être coopératif avec des gouvernements qui ont pris l'option de l'application du néo-libéralisme ? », me dit Jacques Sapir. On ne peut trouver meilleure confirmation de ce que j'émettais comme hypothèse : Jacques Sapir a raison de combattre les gouvernements néolibéraux, mais une dévaluation ne s'opère pas contre un ou

¹ Réponse diffusée le 29 avril 2011 mais datée de façon très avant-gardiste du 29 mai 2011. Ce texte est en ligne à <http://gesd.free.fr/sapibasi.pdf>.

des gouvernements. Elle s'opère contre une autre (ou d'autres) économie(s) prise(s) dans son(leur) ensemble. La dévaluation que déciderait Jacques Sapir ne ferait pas grand mal aux gouvernements étrangers, en revanche elle frapperait indistinctement toutes les couches des populations extérieures. D'où mon insistance dans mon premier texte pour désigner les véritables adversaires qui sont les classes possédantes et qui doivent, elles, être frappées là où ça leur mal : le portefeuille. J'y reviendrai.

Jacques Sapir concède qu'une dévaluation isolée est non coopérative, mais il espère que plusieurs pays suivraient l'exemple de la France. Et j'ai moi-même admis à plusieurs reprises au cours des dernières années que, faute d'obtenir une unanimité illusoire, des coopérations étroites pouvaient être bâties avec un certain nombre de pays en nombre plus limité que les Vingt-sept ou les Dix-sept. Mais, ce que j'ai cru repérer dans le texte « S'il faut sortir de l'euro... » de Jacques Sapir, et que j'ai pris la précaution de formuler sous forme de question, est qu'il ne croit pas vraiment à cette solution de sorties concertées de l'euro et de dévaluations concertées. Il disait lui-même qu'il faudrait se résoudre à une décision unilatérale.

Mon « amateurisme », devant lequel « reste confondu » Jacques Sapir, allait jusqu'à remarquer qu'une dévaluation renchérisse le poids de la dette publique. Jacques Sapir m'objecte 1) que je ne tiens pas compte du fait que la majorité de la dette publique est détenue par des non-résidents, et 2) que je suppose que l'alourdissement anéantirait les effets positifs de la dévaluation. Il me semble pourtant que le problème est d'autant plus grand que les engagements vis-à-vis des non-résidents seraient importants. Et j'ajoute que les systèmes bancaires des pays devant convertir leurs avoirs et leurs engagements en monnaie nationale seraient menacés d'effondrement.

Subtilement, Jacques Sapir croit trouver le point faible de mon argumentation dans la phrase que j'écrivais ainsi : « Si les restrictions budgétaires et l'austérité salariale s'appuient sur le verrouillage imposé par la politique monétaire autour de l'euro, entraînant un coût exorbitant de la stabilisation de la dette pour la Grèce et quelques autres par rapport à l'Allemagne, rien ne dit que la sortie de l'euro allègerait ce fardeau en atténuant ces écarts. » Et Jacques Sapir s'étonne : « Étonnante remarque où le lien logique entre l'euro et l'austérité salariale qui est reconnu dans la première partie de la phrase est nié dans la seconde. » Non, Jacques Sapir, je parle clairement du « verrouillage imposé *par la politique monétaire* autour de l'euro », après avoir annoncé dans l'introduction qu'il fallait absolument s'interroger sur l'origine des restrictions budgétaires et de l'austérité salariale, que je situe dans les politiques et non dans le principe même d'une monnaie en usage sur un territoire donné. Et c'est Jacques Sapir lui-même qui abandonne l'idée d'opérer des transferts conséquents pour aller vers plus d'homogénéité entre les pays, parce que le coût en serait insupportable. C'est vrai, le refus de la guerre économique a un prix. Jacques Sapir préfère le repli sur une solution *seuls contre tous* et fait donc une croix sur une trajectoire de convergence, sur la coopération.

Jacques Sapir s'imagine peut-être que j'ignore que « le taux de change est un instrument pour protéger un marché intérieur ». Suis-je donc aussi bête ou aveugle ? En réalité, je dis et je redis que ce n'est pas une dévaluation de 10 ou 15 % qui va combler les écarts de coûts entre les industries française et chinoise. Aussitôt, Jacques Sapir réaffirme qu'il faut combiner dévaluation et protectionnisme. Mais il est tellement peu sûr de l'efficacité de cette combinaison qu'il prend soin de préciser dans son texte initial qu'il faudrait dévaluer « tous les ans ou tous les 18 mois ».

Le rapport de force vis-à-vis du capital

Évidemment, ayant bataillé depuis vingt ans contre le funeste traité de Maastricht (et ayant voté non déjà lors du référendum de 1992), je partage l'idée qu'il fut une pièce essentielle du tournant néolibéral en Europe, mais pas nécessairement la première. Jacques

Sapir pense que la sortie de l'euro infléchirait le jeu à trois acteurs : « il permettrait une alliance entre salariés et entrepreneurs contre les représentants du capital financier ». S'il fallait trouver la phrase décisive qui caractérise l'illusion d'un capitalisme dans un seul pays aujourd'hui, ce serait celle-là. Illusion parce qu'il peut être facilement montré que le capitalisme néolibéral ne se définit pas par une opposition entre l'industrie industrielle et la finance vorace, mais par une fusion de plus en plus étroite entre ces sphères et une connivence entre les managers et les financiers, unis par la volonté de faire rendre gorge au travail pour créer de la plus-value réelle qui enrichira les actionnaires. J'ai montré ailleurs que la crise actuelle du capitalisme mondial n'est pas une crise de la finance contre la production, c'est une crise de la production et de la réalisation de la valeur. Je l'ai exprimé par la formule lapidaire : « La finance qui se croyait hors-sol a été rattrapée par la loi de la valeur. »²

Donc, croire qu'il est possible aujourd'hui d'entrer dans une voie qui marquerait l'alliance entre les « entrepreneurs » et les salariés relève à mon avis d'une vision erronée du capitalisme actuel et du régime d'accumulation qu'il a instauré depuis presque quatre décennies, à coups de « valeur pour l'actionnaire », de baisse relative des salaires dans la valeur ajoutée bien antérieure à la création de l'euro, de dégradation de la protection sociale et des services publics et d'appropriation de tous les biens communs. Toutes dégradations que, je n'en doute pas, reconnaîtra Jacques Sapir, mais qu'il impute principalement sinon quasi exclusivement à la concurrence des pays étrangers desquels il conviendrait de nous protéger.

C'est sans doute la précipitation qui fait pousser les hauts cris à Jacques Sapir (j'« attends le Messie » ou je « refais l'histoire ! ») parce que j'ai écrit que « ce n'est pas l'euro qui a empêché le mouvement social *français* sur les retraites de vaincre Sarkozy ». Je maintiens que l'avalanche de contre-réformes des retraites (1993, 2003, 2007, 2010) ne sont pas dues à l'existence de l'euro. L'esprit, les objectifs et les reculs imposés à chacune de ces quatre occasions sont les mêmes et il n'y a aucune espèce de différence de nature, comme le croit Jacques Sapir, entre la réforme Fillon de 2003 et celle de Sarkozy-Fillon-Woerth de 2010. D'ailleurs, nombre de pays ont mené ou mènent de telles réformes sans être membres de la zone euro. Les justifications données par le pouvoir de « ne pas désespérer Wall Street ou la City » ne doivent pas nous cacher l'intérêt de classe bien compris, euro ou pas euro.

Jacques Sapir fait remarquer à juste titre que la dégradation relative des salaires prend depuis presque deux décennies un visage particulier : après la baisse globale de la part salariale dans la valeur ajoutée qui est intervenue massivement en France au cours de la décennie 1980 et qui s'est à peu près stabilisée depuis, la déformation s'est manifestée ensuite par une captation de la valeur par les très hautes couches du salariat, masquant ainsi la poursuite de la dégradation de la grande masse des salariés. Cela est incontestable et je n'ai jamais écrit quoi que ce soit contre ce constat. Mais où est la preuve que la cause principale de cette déformation se situe dans la concurrence des pays à bas salaires ou dans celle de certains membres de l'Union européenne ou de la zone euro ? On ne sait pas que la pratique des stock-options ou des rémunérations faramineuses des hauts dirigeants ou hauts cadres soit liée à l'existence de l'euro ou réservée aux seuls pays ayant adopté cette monnaie.

Dans l'examen des rapports de force sociaux et de leurs conséquences sur la pratique et la gestion des entreprises, comment interpréter la faiblesse des investissements ? Jacques Sapir relie aussi ce point à la surévaluation de l'euro et récuse mon argument sur la politique de versement des dividendes aux actionnaires, au motif que seules les grandes entreprises seraient concernées. Que la débauche de dividendes versés soit surtout le fait des grandes sociétés est indéniable, mais cela n'enlève pas la caractéristique majeure du capitalisme

² Voir notamment : Attac, *Sortir de la crise globale*, La Découverte, 2009 ; J.M. Harribey, « Sortie de la crise du capitalisme ou sortie du capitalisme en crise ? », *Les Temps nouveaux*, n° 1, automne 2010, p. 63-69, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/sortie-crise.pdf> ; M. Husson, *Un pur capitalisme*, Page Deux, 2008.

actuel, à savoir l'écart croissant entre le taux de profit et le taux d'accumulation, définissant le régime d'accumulation qui a prévalu depuis trois décennies.³ De plus, qu'il y ait également un problème spécifique pour les petites et moyennes entreprises, davantage dépendantes du marché intérieur que les grandes, est réel, mais on sait aussi qu'une grande part de l'activité des ces PME est liée à la sous-traitance ou aux « ordres » donnés par les grandes.

Jacques Sapir estime que le graphique que j'ai utilisé montrant l'évolution de l'endettement des entreprises de 1978 à 2008 va dans son sens. Comment est-ce possible puisque la première montée de l'endettement de 1988 à 1991 environ s'effectue dix ans avant la création de l'euro et qu'elle correspond à une période de croissance plus soutenue de l'économie française ? Comme il ne peut pas relier cette montée à l'euro, Jacques Sapir la relie à la détente des taux d'intérêt. La variable explicative a donc changé.

La réindustrialisation et le mode de développement

Jacques Sapir fait de la réindustrialisation l'objectif principal de la politique de sortie de l'euro et de dévaluation qu'il préconise. Il inscrit donc cet objectif dans le moyen et le long terme car il ne peut imaginer régler cette question en quelques mois. Et il s'indigne que je puisse réclamer une réflexion sur le contenu de cette réindustrialisation, en liant cela au caractère multidimensionnel de la crise du capitalisme qui est économique, sociale et aussi écologique. Il prétend que cette multidimensionnalité ne peut « logiquement » se trouver dans un texte sur l'euro. Nous n'avons alors pas la même conception de la logique. Soit on raisonne sur le moyen et long terme et alors il est *logique* de prendre en compte cette multidimensionnalité du remodelage des structures productives, notamment dans un sens anti-productiviste, soit on exclut cette prise en compte et on ne peut pas prétendre s'inscrire dans le moyen et long terme et envisager la transformation des structures productives qu'impliquerait la réimplantation d'activités industrielles disparues depuis plusieurs décennies.

La dette publique

La proposition principale que je présentais comme alternative à celle de Jacques Sapir était de prendre le problème des marges de manœuvre à retrouver par une autre « entrée », celle de l'annulation au moins partielle des dettes publiques, pour deux raisons essentielles : l'euthanasie des rentiers selon l'expression de Keynes (même si c'est par d'autres moyens que la seule inflation) et l'illégitimité d'une grand part des dettes publiques.

Jacques Sapir émet des doutes sur le caractère illégitime d'une dette qui aurait été acceptée par le Parlement. Ne confond-il pas légalité et légitimité ? On montre facilement qu'il y a deux causes principales à l'empilement de la dette publique, particulièrement en France : d'abord, une montée lente mais inexorable de la dette parce que la fiscalité sur les riches a été de multiples façons allégée au cours des décennies passées ; ensuite, une explosion de la dette publique après le sauvetage du système bancaire. Ces faits sont trop connus pour qu'on s'y attarde. La première raison relève de l'injustice la plus criante, d'où son illégitimité au regard des valeurs qui dictent nos choix politiques. La seconde raison est comme une sœur jumelle de la première puisque le sauvetage des banques s'est fait sans exiger de réelles contreparties.

Un défaut sur la dette publique exigerait, comme me le dit Jacques Sapir, de trouver des sources de financement des dépenses publiques ailleurs que sur les marchés financiers auxquels on viendrait de faire le coup du défaut. Exact. Mais, d'une part, cela montre

³ Voir le graphique éloquent construit par M. Husson, qui figure dans son livre cité ci-dessus et dans « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », *Imprecor*, n° 534-535, janvier-février 2008, « <http://hussonet.free.fr/parvainp.pdf>.

l'urgente nécessité d'un « big bang fiscal »⁴ qui n'exige pas de couper des têtes ni d'attendre la révolution socialiste mondiale, et, d'autre part, cela renforce l'exigence de contrôle de la banque centrale pour remettre le pouvoir de création monétaire entre les mains de la collectivité. Et Jacques Sapir sera peut-être d'accord pour reconnaître que mettre fin aux privilèges fiscaux des riches peut être dissocié de l'euro.

Est-ce la même chose pour le recouvrement du contrôle sur la banque centrale ? Non et je n'ai jamais prétendu le contraire. Et nous arrivons à un point délicat et sensible. Je vais le dire d'une manière qui étonnera peut-être mon contradicteur : il faut faire péter le carcan qui entoure l'euro, mais il ne faut pas le faire unilatéralement, si tant est qu'on le puisse. Cet euro a été conçu pour servir l'inscription de l'Union européenne dans le mouvement général du capitalisme financier mondial, et voulu par les classes sociales dominantes. C'est donc à celles-ci qu'il faut s'en prendre. Et je reconnais que vouloir les frapper au portefeuille en annulant une bonne part de leurs créances *illégitimes*, j'insiste, et en les fiscalisant plein pot, est trivial. Mais pour du concret que réclame Jacques Sapir, c'est du concret. L'entrée en crise des institutions actuelles de l'Union européenne que souhaite Jacques Sapir – c'est du moins ce que j'ai compris – et que je souhaite aussi est là : on n'honore plus les créances détenues par les classes riches et on rend très progressive la fiscalité, on met ainsi les marchés financiers en crise, on socialise alors les banques, et les verrous des textes européens soi-disant intouchables s'ouvrent, pendant qu'on peut racheter à très bas coût les dettes publiques, seul point d'accord avec Jacques Sapir.

Quelle différence avec la démarche de Jacques Sapir ? L'action n'est pas menée aveuglément contre l'étranger. Et un bon nombre de décisions peuvent être initiées par un pays ou un petit nombre de pays sans que les populations des autres soient menacées. Mais, m'objecte Jacques Sapir, les intérêts des détenteurs non-résidents de la dette seraient lésés. Oui, et c'est justement l'un des buts recherchés car ces détenteurs sont les institutions financières pour le compte des classes riches ou aisées. Et ce n'est pas à ce stade-là que l'on se mettrait à s'inquiéter pour la santé des fonds de pension que nous combattons. Et les salariés qui, dans certains pays, n'ont que des systèmes de retraite par capitalisation ? Je le concède, il y a un problème si ces salariés ne réussissent pas à conquérir de systèmes de protection sociale solidaires. Plus nous refuserons l'installation de fonds de pension, plus nous aiderons à montrer la supériorité des systèmes collectifs.

De quelques arguties

Jacques Sapir, ne cédez pas à la panique. Ce n'est pas parce que votre logique est contestée qu'il faut crier au scandale. Vous me reprochez de ne pas avoir mentionné l'une des sources auxquelles vous vous référiez et de les confondre. Or je vous citais après avoir rappelé le contenu de l'étude de Patrick Artus sur les élasticités du commerce extérieur par rapport au taux de change. Et je disais : « Sauf pour l'Allemagne et l'Italie où il est nul, pour l'Espagne où il est très négatif, l'effet d'une dépréciation de l'euro est positif sur le commerce extérieur, notamment pour la France. Jacques Sapir en conclut que "toute surévaluation de 10 % par rapport à un cours de référence (estimé à 1,05 USD pour 1 euro) nous coûte donc 1 % de croissance au minimum, et sans compter l'effet induit de la dépression salariale". » Et j'ajoutais après être allé vérifier à la source ladite étude : « Le problème est que Patrick Artus ne tire pas cette conclusion. » C'est le seul problème et la conclusion que, vous, vous tiriez à cet endroit laissait croire que cette étude pouvait être utilisée pour étayer votre point de vue, ce que je pense pas. Il y a là simplement une différence d'appréciation des conclusions d'une étude, en aucun cas un « mensonge ».

⁴ Attac, *Pour un « big bang fiscal »*, Le Bord de l'eau, 2010.

Selon vous, je diagnostiquerais un « dépassement de la lutte des classes du cadre national au cadre international ». Non, pour la simple raison que cette expression n'a aucun sens : la lutte des classes n'est pas dépassée. Ce que j'ai écrit et que je réécris ici, c'est ceci : la lutte des classes est portée de plus en plus à un niveau qui dépasse le cadre national. C'est le *niveau* qui est en train de changer parce que le capitalisme est devenu mondial et que le problème stratégique le plus important auquel se heurtent les mouvements sociaux est celui de l'écart qui existe encore entre la mondialisation du capital et la mondialisation du rapport de force par rapport à lui. Déplacement (*a fortiori* s'il est relatif) n'est pas synonyme de dépassement.

Il est temps de conclure car le dernier point que je viens d'évoquer nous ramène au point de départ : je pense – et j'ai soumis cela loyalement à la discussion – que cet écart ne sera pas comblé par le protectionnisme, la construction d'une forteresse dont les contreforts s'effondreront les uns après les autres, car, au jeu du repli qui prendrait des allures de plus en plus identitaires, nous ne serons, à gauche, jamais les plus forts ; d'autres, à l'autre bord de l'échiquier politique, sont orfèvres en la matière et ils n'attendent qu'une chose : que l'on pose « les mêmes bonnes questions » qu'eux, selon les dires d'un ancien Premier ministre.⁵

Enfin, ce débat sur la sortie de l'euro, dont Jacques Sapir s'est saisi sans fioritures, mérite une plus large ampleur : il ne faudrait pas le croire clos parce qu'un tel affirme des choses qu'il veut définitives. Et, bien sûr, il mérite mieux qu'une « sortie de route » à travers une diatribe insultante pour qui ose ne pas penser pareil.

⁵ Une dernière note qui ne s'adresse pas à Jacques Sapir, mais à ceux qui ont cru bon, sur les listes électroniques d'Attac, de mettre à égalité mon texte critique de la sortie de l'euro – critique sur le fond mais toujours respectueuse de la personne dont j'examinais la proposition – et le contenu, assorti d'attaques indignes, de la « réponse » de Jacques Sapir. Je rappelle donc que ce débat est ancien dans la gauche, dans la gauche de la gauche et dans Attac. Ainsi, en 2005, nous avons été nombreux à proposer une interprétation de la bataille contre le TCE radicalement différente de celle qui avait été exprimée dans *Le Monde* du 24 mai 2005 par une personnalité ayant laissé un souvenir impérissable dans Attac et qui avait qualifié l'Espagne, le Portugal et la Grèce de pays « sous perfusion permanente de fonds européens ». Déjà, deux lignes s'opposaient : d'un côté, la stigmatisation plus qu'implicite des transferts structurels, de l'autre, le choix d'une coopération. Cette opposition n'est pas dépassée.